

# PARIS SOUS TENSION

journal anarchiste sur Paris et au-delà - mai 2015 - n°2

## TOUR DE VIS DANS LE TRAIN-TRAIN QUOTIDIEN MILLE ET UNE RAISONS DE – CONTINUER À - CONTRE-ATTAQUER CE DERNIER

PASSER DU TEMPS, OU PLUTÔT DEVOIR SE RETROUVER DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN EST TRÈS SOUVENT DÉSAGRÉABLE, N'EST-CE PAS ?

Et bien sûr pas seulement parce que nous y sommes entassé-e-s les un-e-s contre les autres, parce que l'atmosphère et l'air y sont dégueulasses et étouffants, ou parce que nous y sommes assaillis par le lavage de cerveau publicitaire. Au-delà de tout cela, et ce n'est pas sans rapport, c'est parce que nous y sommes contraint-e-s.

«Capital humain» et sujet de l'État, nous devons de fait nous déplacer perpétuellement entre les diverses structures du pouvoir comme l'école, le travail, les administrations, les supermarchés, sans oublier les lieux de divertissement pour se décharger de toute la violence sociale.

Bornes/portillons de contrôle et d'accès, contrôleurs (embusqués ou pas), patrouilles de flics, gendarmes, militaires et autres polices ferroviaires, vidéosurveillance généralisée, caméras installées dans les rames mêmes, chaque sortie, entrée et autres correspondances constituent des checkpoints du pouvoir où tu dois présenter ticket, carte à puce/d'identité, bref une autorisation d'exister dans ce monde.

Pauvres et exploité-e-s, nous sommes aussi le bétail qui doit docilement aller consommer la marchandise que souvent nous-mêmes produisons ou servons. Il suffit de voir la transformation de la salle des pas perdus à Saint-Lazare ou la rénovation du Forum des Halles situé au-dessus de Chatelet-les-Halles pour voir à quel point capitalisme et transports en commun sont liés.

À partir de la récente annonce de L'EFFORT DE GUERRE DE LA SNCF [page 2] «pour lutter contre la fraude», nous avons voulu nous étendre un peu sur la question des transports en commun et du monde qui va avec.

Celui du contrôle, du flicage, du travail, de la chasse aux indésirables... Analyse de ce monde, nouvelles mesures offensives de la SNCF, mais aussi quelques rappels de la non-invulnérabilité des structures des transports en commun en général et de leurs agents; un peu d'écho donc d'une rage sociale diffuse à leur rencontre que nous partageons.

Parce que si comme beaucoup de pauvres et d'exploité-e-s, nous estimons que le contrôleur est au flic ce que le crachat est à la merde, nous sommes convaincu-e-s de la nécessité de creuser et pousser cet antagonisme dans une perspective de rupture avec le quotidien de la domination et de l'exploitation.



Se faire exploiter, choisir un maître (ou se le voir imposer) et de manière générale faire comme tout le monde; est-ce cela la liberté ?

NON. Dépassons ce constat amer que nous faisons trop régulièrement.

Réfléchissons et discutons de tout ce qui nous opprime, nous exploite et nous empêche de nous émanciper.

Pointons du doigt les responsables, les collabos, leurs projets et leurs structures qui participent à la perpétuation et au développement de la domination et de l'exploitation.

Faisons résonner les diverses manifestations d'insoumission et d'attaques, les révoltes plus ou moins étendues dans l'espace et dans le temps. Car la domination et l'exploitation s'incarnent dans des êtres humains, des bureaux, des structures, des véhicules, etc. bien réels et atteignables par l'imagination de chacun-e.

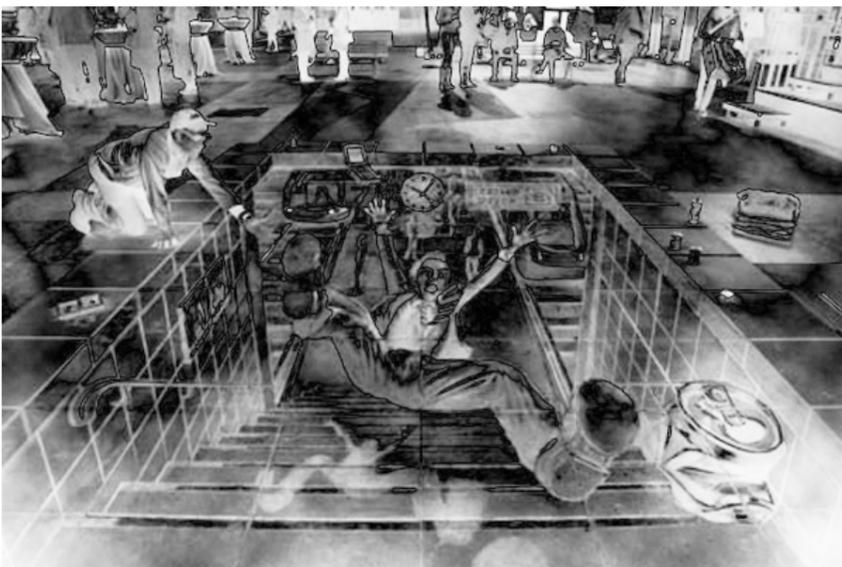
Car voici notre conviction : nous pouvons nous donner les moyens de reprendre nos vies en main, de lever la tête, d'agir et de rendre des coups au «meilleur des mondes» par nous-même, de manière directe et autonome. Sans se soumettre, ni commander.

Et au-delà de tout cynisme ou résignation, nous sommes capables de rêver et d'imaginer des vies et des relations autres que celles qui nous sont imposées.

Ce journal se veut ainsi un cocktail d'oxygène et d'étincelles, d'idées et de rêves de liberté, d'attaques, d'insoumission et d'offensives diverses.

Par des individus d'ici et d'ailleurs qui se mettent en jeu; avec audace, lucidité, espoir, dégoût, rage, joie et confiance en soi, ses idées et ses complices...

Ce journal souhaite montrer et faire la convergence de ces vies; ces vies comme des paris sous tension...



### LA FIN DES TRANSPORTS EN COMMUN

Trouvé dans la rue. Par «Des vagabonds en mal d'errance», mars 2012.

Nous voulons tous aller quelque part. Ce ne serait pas une exagération de prétendre que c'est dans la nature humaine même d'aller, de ne pas rester sur place, de partir à la découverte. Relativement incapable à complètement éradiquer cette pulsion, le pouvoir s'emploie plutôt à déterminer à l'avance la destination de nos routes, en délimitant bien soigneusement les contours des champs de l'inconnu. Aller découvrir le nouveau centre commercial, goûter un succédané de la nature dans un parc naturel, se jeter dans l'expérience d'un nouvel emploi au final aussi insipide que le précédent, faire la fête dans les endroits prédestinés à éviter tout joyeux et donc incontrôlable débordement... voilà les destinations offertes.

Mais la question ne concerne pas uniquement les destinations. La critique de ce monde fantomatique mis en scène par le pouvoir et la marchandise s'enrayerait si elle ne captait pas que c'est le chemin même qui

### et aussi en page 4 :

- Tous en rang ?

- Se cacher la tête dans le sable n'a jamais empêché l'autruche de se faire botter le cul

- Les politiciens récoltent non pas des bulletins, mais des coups de poing !

- MÉDAILLE DE L'INFÂMIE - ET LE CONNARD DE CE MOIS-ÇI EST : Fabrice Leggeri de Frontex !

conditionne la destination. Vivant dans un monde basé sur l'argent, la seule destination de nos errances ne peut être les temples où cet argent règne. Vivant dans un monde où le travail salarié détermine le rythme de la vie, le seul but devient évidemment l'usine, l'entreprise, l'atelier, le supermarché. Même les moments où l'on ne travaille pas, où l'on est censé être libre de faire ce que l'on souhaite, sont pris dans ce temps haché, compté, dans un résidu chronométré.

Si nous descendons du domaine de la critique de la logique du pouvoir et de la soumission pour nous plonger sur le concret, on se heurte à propos de cette question des chemins et des destinations, quasi directement sur l'existence des transports en commun, qui semblent devenus une des cibles préférées des enragé-e-s, évidemment chacun-e avec ses raisons et ses colères, plus ou moins partageables.

On pourrait citer les sabotages anonymes qui ont eu lieu récemment en solidarité avec la lutte contre le TGV Lyon-Turin, l'incendie qui avait ravagé entièrement un entrepôt de bus lors de la grève des transports lyonnais à l'automne 2009, ou encore, les mouvements des retraités et du CPE, où l'une des perspectives était de tout bloquer.

On pourrait se limiter à une critique superficielle des

transports en commun, oubliant qu'ils forment effectivement une des plus importantes artères de la ville. On pourrait se limiter à dénoncer les prix trop élevés pour un ticket ou un abonnement, l'augmentation des contrôles, l'installation des portiques transformant l'accès au métro en une séance de gymnastique, ou encore l'abondance de la vidéosurveillance, des agents de sécurité... Et toutes ces critiques sont absolument nécessaires et utiles, mais en même temps, ça risque de nous amener, nous, les ennemi-e-s du pouvoir, sur les terrains glissants de la revendication d'un quelconque « droit à la mobilité », des « transports en commun gratuits » ou encore une « diminution de la répression contre les fraudeurs ». Ce sont des terrains glissants, car ils risquent d'omettre la question fondamentale :

pourquoi y-a-t-il des transports en commun, quel but servent-ils ?





► La grande majorité des usager-e-s des transports en commun, les utilisent pour se déplacer de la maison vers le travail, vers des institutions, vers des rendez-vous avec des bureaucrates, vers les lieux de consommation comme le supermarché, le stade ou la discothèque. Ceci

donne une petite idée afin de comprendre l'importance que le pouvoir octroie à un réseau de transports en commun qui fonctionnent convenablement. Le déplacement, la circulation des personnes est fondamentale pour l'économie, pour l'existence du pouvoir. Les transports en commun sont une des réponses à cette nécessité économique de se déplacer, tout comme son organisation fait tout son possible pour offrir le chemin afin de déterminer la destination.

Et ce déplacement doit évidemment se dérouler de la manière la plus efficace (certainement pas l'équivalent de la plus agréable) et la plus sûre (certainement pas l'équivalent de la plus fascinante). La mobilisation totale de la population au quotidien, nécessite des infrastructures adaptées. L'importance de ces infrastructures pour l'ordre social se reflète à l'envers quand

elles sont paralysées (peu importe la cause) : retards, chaos, désordre, rupture avec la routine. On dirait un terrain fertile pour autre chose que la reproduction quotidienne des rôles, du pouvoir, de l'économie.

Jusqu'à-là, nous avons juste abordé les aspects concernant la logique de mobilisation économique derrière le transport de masse. Mais les transports en commun configurent profondément non seulement l'espace physique (rails de RER, de métro, tunnels, voies de bus, de tram, câbles électriques, signalisations, bruits), mais peut-être encore plus l'espace mental : la ville devient la somme des arrêts de métro, de RER, de tramways et de bus, le territoire se voit délimité par les arrêts desservis, tout le reste n'est que du passage, la plupart, d'ailleurs, passé, non par hasard, sous le sol. Le réseau des transports en commun, lié à la militarisation qu'ils impliquent, peut être analysé comme une véritable toile qui couvre le tissu social, contribue à en déterminer les rapports, le contient, l'enferme. Dans la prison à ciel ouvert que le pouvoir est en train de construire, les transports en commun constituent les fils barbelés et les miradors empêchent toute évasion. Comme dans n'importe quelle prison ou camp, les enfermés-e-s sont enregistré-e-s et fiché-e-s. En témoigne le gigantesque fichage des déplacements des usagers non-fraudeurs, réalisé à travers les cartes à puces personnalisées, et plus encore la volonté de pouvoir tracer et retrouver quiconque à cause de la présence ininterrompue de la vidéosurveillance.

En même temps, les transports en commun ne sont pas une forteresse imprenable. Parce que c'est un réseau qui s'étend partout, il ne sera jamais à l'abri de gestes perturbateurs. Son omniprésence constitue en même temps sa vulnérabilité. Crever les pneus dans un dépôt

de bus, sectionner des câbles le long des rails, détruire les signalisations qui mettent de l'ordre dans la circulation, ériger des obstacles sur les rails..., les possibilités pour des attaques simples et reproductibles sont infinies, et surtout impossible à prévenir et à éviter pour les directeurs de la prison sociale. Chaque perturbation, peu importe son ampleur, a des effets immédiats sur la routine quotidienne, qui, clairement, est celle du travail, de l'économie, du pouvoir et du contrôle.

Combattre pour garder les transports en commun accessibles à tous devient, dans cette optique, revendiquer une prison ouverte – exactement ce que le pouvoir est en train de construire. Ce qui est sûr, c'est que si l'on veut avoir l'espace de repenser collectivement le monde de nos rêves, de pouvoir se rencontrer pleinement, de façon horizontale et sans intermédiaire, si l'on ne veut pas avoir la tête engluée dans nos impératifs quotidiens, à un moment donné, il va bien falloir tout bloquer.

Aujourd'hui, il s'agit de concevoir ce que sont réellement les transports en commun : les artères du capitalisme, les barrières qui excluent tout ce qui sort de la routine du travail et du pouvoir, les fils barbelés de la prison à ciel ouvert en construction. Et comme l'évasion d'une personne ne signifie pas encore la destruction de la prison (et dans une certaine mesure même pas la liberté, *liberté qui, comme nous le disont souvent, ne peut s'étendre à l'infini qu'à travers la liberté des autres*), la question revient à attaquer les transports en commun comme le reste. Paralyser dans cette optique la circulation orchestrée et conditionnée des marchandises – humaines ou non -, revient non moins qu'à se battre pour la liberté de toutes et tous.

## L'EFFORT DE GUERRE

LA FRAUDE COÛTE CHER À LA SNCF. ELLE PERDRAIT ENVIRON 300 MILLIONS D'EUROS CHAQUE ANNÉE. FIN FÉVRIER, L'ENTREPRISE NATIONALE A DONC DÉVOILÉ SON PLAN POUR «LUTTER CONTRE LA FRAUDE». VOICI LES MESURES, APPLIQUÉES DEPUIS LE 2 MARS.

Pour commencer, le racket des pauvres dit amendes, où deux types de «situations irrégulières» sont distinguées:

- > toi et tes ami-e-s êtes monté-e-s en hâte dans le train sans billet et vous décidez de *vous signaler au contrôleur*:
  - \_ pour les billets sans réservation obligatoire, vous devrez payer non plus 4 mais 7 euros sur un trajet de moins de 150 km, et 15 euros au lieu de 10 sur un de plus de 150 km, EN PLUS (dans les deux cas) du prix du billet;
  - \_ pour tous billets avec réservation obligatoire ce sera 15 euros en plus du prix du billet;
- Fais chier, mais vous rattraperez cela sur le prochain magasin bio.

- > hélas, vous n'avez pas, avec tes compagnon-ne-s de galère, réussi à trouver une bonne planque et vous venez de *vous faire prendre au cours d'un contrôle*:
  - \_ mais vous vous êtes bien préparé-e-s au *cas de régularisation à bord et de paiement immédiat*, car de vos mains s'est échappé un mystérieux mélange vers le breuvage de ce vil contrôleur qui s'attardait un peu trop au bar; le voilà qui ne distingue même plus des billets de monopoly de vulgaires (vrais) billets...
- Bref, dans tous les cas, ce «brave travailleur» accomplit machinalement sa sale besogne et vous vole 50 euros «seulement» sur un trajet de moins de 150 km, et le prix du billet en plus sur un trajet de plus de 150 km;



«- Bon, vous aidez à racketter les pauvres, avec courtoisie, bien sûr. Et s'il y a rébellion, vous tapez, mais professionnellement bien sûr. Je vous rappelle que vous n'avez pas à réfléchir ou à discuter des «injustices de la société» avec les gens qui se plaignent : votre tâche est d'intimider et d'être servilement violent comme les flics et les militaires qui quadrillent le territoire avec vous...»

\_ t'es tout-e seul-e face aux contrôleurs. Ce qui te rassure car t'a encore un peu de mal à rester serein-e quand tu joues la comédie en la présence de tes potes. Cela combiné au petit talent que tu t'es découvert sur Photoshop, tu prends soin de ne pas faire de gaffe car tu ne paieras pas – du moins dans l'immédiat. Dans les yeux vides des uniformes tu lis: *cas de non-régularisation à bord et d'établissement d'un procès-verbal*: Et là c'est 88 euros sur un trajet de moins de 150 km et la même somme additionnée du prix du billet sur un trajet de plus de 150 km. Si elle n'est pas réglée au bout de deux mois, l'amende peut être majorée jusqu'à 375 euros.

- Puni de six mois de prison et 7500 euros d'amende, le «délit d'habitude» est quant à lui constitué à partir de cinq contraventions, contre dix jusqu'à lors. Dans ce cas la SNCF porte désormais systématiquement plainte.

L'élément central c'est sans doute que, pleurnichant de ne recouvrer que 10% des amendes établies, elle s'efforce de remédier à ce point faible en améliorant son flicage grâce à la collaboration de l'État:

- un droit de communication à ainsi été ouvert par le ministère de l'Intérieur, donnant accès à ses fichiers afin de faciliter ton identification et de «détecter les fausses adresses».

POUR CE QUI EST ENCORE EN TRAIN DE MIJOTER DANS LEURS BUREAUX ET LEURS CERVEAUX :

- La SNCF a débloqué 13 millions d'euros pour notamment réfléchir à sa politique d'installations de portiques d'entrée sur les quais, avec l'objectif de les développer sur les principales destinations TGV d'ici 2017. Une expérimentation devrait avoir lieu probablement à Gare du Nord.

- Que faire quand tu ne donnes pas de pièce d'identité ? Encore une fois, rien de tel que de travailler avec l'État pour trouver une solution. «Dans les aéroports, la présentation d'un titre d'identité est obligatoire pour prendre l'avion. Pourquoi pas pour le train ?» propose Alain Le Vern, autre tête SNCF (Région et Intercités) - qui a sa carte au PS.

«Sévérité accrue», «traquer les multirécidivistes», «opération tolérance zéro»... Comme le rapporte la presse du pouvoir, «les mots ont été bien choisis,

DE LA

SNCF

pesés : la SNCF a voulu marquer les esprits [...] en présentant son plan "dissuasif" contre la fraude. Il s'agit d'une sorte de déclaration de guerre[...]. "Nous pouvons contrôler à tout moment, de l'entrée à la sortie de la gare", indique Maud Bailly (chef des 10 000 contrôleurs), comme pour dire aux fraudeurs qu'ils ne seront plus en sécurité nulle part. Et d'annoncer de véritables opérations coup-de-poing les prochains mois sur des lignes "exposées et sensibles". "Lors du trajet d'un train, sur toute la ligne, tous les passagers seront contrôlés dans le cadre d'une opération concertée entre la police ferroviaire, la police, la gendarmerie, les contrôleurs..." détaille Maud Bailly.»

PAS DE PANIQUE !

On notera que l'autre connard (du PS) indique que dans les zones où ils ont testé, en collaboration avec plusieurs administrations, leur nouveau système de détection des fausses adresses, la SNCF est passée à 40% de recouvrement. Contre 10% jusqu'alors. Statistiquement, t'as donc 60 % de chances de pouvoir encore les rouler. Rien que sur la question de l'identité.

Se cacher, faire du scandale en ameutant les autres passager-e-s, présenter un faux document, faire attention aux mouvements de foule qui pourraient indiquer un barrage de contrôle, faire attention aux miroirs et aux reflets dans les panneaux-écrans de pubs (eux le font), ne pas céder à leurs intimidations («on va appeler la police»), couper court à leurs pathétiques tentatives de gratter l'amitié sous couvert d'empathie et leur moralisme de petit employé, signaler la présence de flics/contrôleurs en civil embusqués, courir, ... il y a mille et un moyens de déjouer leurs plans, de se solidariser avec d'autres pauvres, exploité-e-s et rebelles pour saboter le flicage et exprimer notre hostilité au pouvoir et à ses uniformes !

Dans une note interne (2014) contenant «message et chiffre clés [destinés à] sensibiliser d'autres jeunes [aux] risques liés à l'univers ferroviaire et aux règles pour bien voyager ensemble», on apprend que :

- «toutes les réparations de matériel ont un coût et nécessitent l'immobilisation du train. Pour le remplacement d'une vitre, il faut compter un jour de travail et 1000 euros. Pendant ce temps, le train ne transporte plus de voyageurs : cela impacte donc la circulation et certains trains peuvent être alors supprimés;
- plus de 9600 signaux d'alarmes sont tirés abusivement chaque année, dont près de 90% en Île-de-France;
- 95% des signaux d'alarme sont tirés sans raison valable;
- en 2012, il y a eu plus de 8300 graffitis/tags sur du matériel ou des installations ferroviaires;
- les dégradations du matériel coûtent environ 30 millions d'euros chaque année (pour la remise en état du matériel).

POUR TENTER DE DISSUADER ET CULPABILISER les jeunes esprits insubordonnés, elle indique aussi dans sa propagande que «tirer le signal d'alarme de façon abusive peut avoir des conséquences graves pour les autres voyageurs (licenciement, retard à un examen...)» Dit de manière non politiquement correcte, elle dit à chaque potentiel rebelle que nous sommes: «si vous interrompez la normalité, vous aller mettre les autres galérien-ne-s dans la merde car ils risquent rien de moins que de se retrouver sans emploi ou de ne pas pouvoir obtenir le diplôme qu'il leur faut pour ne pas se retrouver au bas de la pyramide sociale».

Or, le travail et l'école sont précisément la merde dans laquelle nous sommes enchaîné-e-s. La SNCF reconnaît ainsi que sa fonction est bel est bien de perpétuellement nous déporter entre les diverses cellules de la grande prison à ciel ouvert qu'est cette société.

Il n'est pas non plus étonnant qu'en tant que structure de domination, elle promeuve dans cette même note que «notre liberté s'arrête là où commence celle des autres». Ahhh ! Quelle est laide leur «liberté» ! Entassé-e-s et atomisé-e-s dans des wagons, où seuls la méfiance, l'autocensure, la promiscuité, tantôt la fatigue, tantôt l'ennui règnent...

MAIS IL N'EST PAS DIT QUE LEUR PROPAGANDE DESTINÉE À FORMER, EN APPUI À CELLE DE L'ÉCOLE, DES CITOYEN-NE-S BIEN DOCILES ET SOUMIS-E-S FONCTIONNE ! COMME NOUS L'INDIQUENT, PARMIS LA LONGUE LISTE DE «FAITS DIVERS» RAPPORTÉS PAR LA PRESSE, CELLES QUI SUIVENT.

14 avril 2015, Breuillet (91), de 8h à 9h30, la mairie via des élus et la police municipale et des agents de la SUGE mènent en gare de Breuillet-Village une «opération de sensibilisation aux incivilités». Leurs cibles ? Les dizaines de collégien-ne-s qui empruntent tous les jours le RER C pour se rendre à Saint-Chéron.

Une collégienne se fait surprendre à traverser le passage à niveau alors que les feux ont commencé à clignoter et que les barrières sont en train de s'abaisser. Sauf que lorsqu'un agent de la SUGE lui fait remarquer, elle ne joue pas la carte de l'humilité. Au contraire, elle répond provocante, qu'elle «ne voit pas où est le problème, la barrière n'était pas vraiment baissée». Un ton qui agace le policier\* de la SNCF. Il lui réclame son carnet de correspondance, qu'elle lui jette avant de s'engouffrer dans le RER qui arrive.

«Ils sont vraiment inconscients, martèle l'agent de la SUGE. Traverser les voies ou le passage à niveau quand les barrières s'abaissent, c'est dangereux. Ils se sentent invulnérables. Alors que non seulement ils risquent leur vie, mais ils encourrent aussi une amende pouvant aller jusqu'à 3600 euros. (sic)»

\* pour l'anecdote, dans l'article en ligne, le Parisien fait du mot «policier» un lien vers la fiche métier l'Etudiant de gardien de la paix. Plus journalier que le Parisien, tu meurs (voir Journaflics et médias : les raisons d'une inimitié dans PARIS SOUS TENSION n°1).



Mercredi 23 juillet dernier, un incendie s'est déclenché dans un poste d'aiguillage de la SNCF à Vitry-sur-Seine (94). L'interruption nécessaire de l'électricité sur les caténaires d'alimentation avait impliqué la suppression de tous les trains et RER au départ et à l'arrivée de Gare d'Austerlitz toute la journée et une partie du jeudi 24.

Alors qu'ils effectuaient un contrôle de voyageurs dans l'enceinte de la gare RER de Poissy (78), vendredi 6 mars en début d'après-midi, des agents de la police ferroviaire (SUGE) ont été pris à partie et insultés par un individu qui s'est rebellé.

Le trafic a été interrompu vendredi 3 avril sur deux tronçons du RER C entre Paris et les Yvelines, à cause d'une rupture d'alimentation à Chaville-Vélizy. La SNCF évoque un «acte de malveillance».

«Un vélo a été jeté d'un pont sur des câbles électriques», il a endommagé les installations électriques provoquant une panne», précise l'entreprise de transports sur Twitter.

L'alerte a été déclenchée à 5h40 par un conducteur de train en provenance de Versailles et à destination d'Etampes qui a constaté la chute des caténaires à l'entrée des quais de la gare de Chaville-Vélizy. [...]

Un incident technique a entraîné l'interruption de la circulation du RER A, le 2 avril au soir à Nanterre dans le sens Paris-banlieue. Pendant deux heures et demie, les voyageurs ont dû patienter à la gare de Nanterre-Université. Au fur et à mesure de l'attente, les usagers ont manifesté leur colère. La SNCF a alerté la police sur «l'attroupement» d'une centaine d'usagers mécontents. Les forces de l'ordre se sont déplacées pour «calmer les esprits».

SABOTONS  
LA NORMALITÉ  
LE CONTRÔLE, LE CAPITALISME  
LE FLICAGE, LES FRONTIÈRES  
ET PAS QU'EN FRANCE !

RIPOSTONS  
AUX ATTAQUES  
DES TRANSPORTS  
PUBLICS/PRIVÉS À PARIS ET PARTOUT !



LA CHASSE AUX SANS-PAPIERS AUX FRONTIÈRES DE L'UNION EUROPÉENNE, OÙ MEURENT CHAQUE ANNÉE DES MILLIERS DE PERSONNES, SE PROLONGE BIEN ÉVIDEMMENT SUR LES DIVERS AXES DE TRANSPORTS QUI ÉMAILLENT LE TERRITOIRE. PETITS RAPPELS DU SALE ROUAGE DE LA MACHINE À EXPULSER QU'EST LA SNCF.

Le 27 janvier 2010, la SNCF diffuse une note intitulée «Info sûreté» dans laquelle elle demande à ses agents de signaler au PC national sûreté de l'entreprise tous les faits impliquants des Roumains. Le même jour, plusieurs passagers dénonceront l'annonce faite par un contrôleur à bord du train Paris-Nice : «On nous signale la présence suspecte de trois petites Gitanes dans le train. Nous vous demandons de faire très attention à vos bagages.»

Janvier 2011 sur la ligne Paris-Beauvais, un jeune Malien de 24 ans est contrôlé. Il est en possession

d'un titre de transport tarif jeune, tarif réduit à 3e90. Il n'a pas de justificatif d'identité, aussi la SNCF estime qu'il aurait dû avoir un titre normal : 4e20. Les contrôleurs font appel à la police qui constate la situation irrégulière et conduit le jeune au centre de rétention du Mesnil-Amelot. Il échappe le soir même à l'expulsion en refusant l'embarquement forcé à bord du Paris-Bamako. [YESSS !]

Mardi 1er mars, gare de Lyon. 23heures, un important dispositif policier attend l'arrivée du train Paris-Nice pour un contrôle d'identité. Bien que munies de billets en bonne et due forme, plusieurs personnes, essentiellement de nationalité lybienne, égyptienne et tunisienne sont arrêtées car elles n'ont pas de papiers. Ce sont des employés de la SNCF qui quelques heures auparavant avaient signalé aux flics qu'ils soupçonnaient la présence d'immigrés clandestins à bord de leur train.

9 mars 2011, gare de Narbonne. Monsieur B., ressortissant tunisien, part en voyage. Il a avec lui ses bagages,

son ticket de train mais il est en retard. Il va directement vers les employés SNCF de la gare de Narbonne pour leur demander sur quel quai est son train. Pas de réponse. Monsieur B. ne s'attarde pas et commence à traverser les voies à pied, pour essayer de trouver le quai. Les agents SNCF l'arrêtent et le verbalisent pour avoir traversé les voies, avec cette remarque : «Vous vous croyez à Kaboul ?» Pour justifier son identité, Monsieur B. sort son passeport et son ancien titre de séjour et les agents de la SNCF s'aperçoivent alors qu'il est en séjour irrégulier en France. Une fois l'amende remise, la SNCF aurait dû laisser repartir Monsieur B. mais ils le retiennent sur le quai et s'amusent même de sa situation. Lorsqu'il demande à prendre son train, les agents lui disent de ne pas s'inquiéter, qu'ils vont lui réserver «un voyage beaucoup plus confortable». Sur ce, ils appellent la police et dénoncent Monsieur B. pour séjour irrégulier. Monsieur B. est placé en garde à vue et enfermé au centre de rétention de Perpignan.

# Tous en rang ?

Pendant qu'en Italie les mass-médias se plaignent parce que quelques heures de rage contre des banques, des magasins et des voitures dans quelques rues de Milan auraient "détruit la ville" en ruinant l'inauguration d'une Expo où les responsables de la faim dans le monde — gouvernements et multinationales — se sont donnés rendez-vous pour discuter de comment combattre la faim dans le monde (par un suicide collectif des classes dirigeantes ?), en Belgique les journalistes ont commencé à sonner à leur tour l'alarme. Au début de la semaine, leurs lecteurs ont en effet pu apprendre qu' "en ce moment, un groupe particulièrement actif sème la terreur à Bruxelles".

Belle trouvaille, dira-t-on. Tout le monde sait que la capitale belge héberge le siège du Parlement européen. De là partent les lois pour contrôler et réprimer et exploiter. Mais non, ce n'est pas de cela qu'ils sont en train de parler. Les hommes de pouvoir en costard cravate sont bons, ils ne sèment que de la sympathie. Ah, ok, on a compris. Il s'agit de l'OTAN, dont le quartier général se trouve lui aussi à Bruxelles. De là partent les ordres pour envahir et bombarder et massacrer. Tu parles, ce n'est pas non plus de cela qu'ils sont en train de parler. Les hommes de pouvoir en tenue camouflage sont bons, il ne sèment que la démocratie.



d'offres pour la construire. Il paraît même qu'ils se désintéressent des ménagères et des marmans avec poussette, mais sont solidaires avec différents galériens, dont les plus célèbres braqueurs de banques du pays. Et il est dit qu'ils veulent rendre les quartiers les plus chauds de Bruxelles "incontrôlables" et pas plus tranquilles : plutôt que d'ouvrir des cantines ou des dispensaires populaires pour rassasier et soigner les pauvres — l'Etat ne peut pas penser à tous, il faut bien lui filer un coup de main ! —, ils osent ouvrir des bibliothèques subversives et des points de rencontre pour les ennemis des prisons. Et qu'ils diffusent de toutes les manières possibles leur propres idées anarchistes singulières, plutôt que de répéter en chœur celles plus démocratiques. Et que comme des Franti<sup>1</sup>, ils rient à la nouvelle de la mort d'un maton<sup>2</sup>.

C'est contre ces canailles si irréductiblement différentes des personnes comme il faut que les journalistes belges sont en train de hurler, lâchés comme des chiens par leurs patrons engagés dans une partie de chasse. Il est probable qu'un jour ou l'autre on entendra les premiers coups de feu. Se perdront-ils dans l'ombre ou atteindront-ils la proie ? En Belgique, comme en Italie, comme dans le reste du monde, le parti de l'Ordre est en train de se mobiliser pour en finir avec tout souffle de liberté. Mais comme nous l'apprennent les anonymes saboteurs belges : "dessine des cages, récolte notre rage".

1 : Personnage du roman pour jeunes *Cuore*, de Edmondo De Amicis (1886). Franti est le mauvais élève de la classe issu d'une famille très pauvre, celui qui jette des cailloux dans les fenêtres et rit à la mort du Roi ("Uno solo poteva ridere mentre Derossi diceva dei funerali del Re, e Franti rise").

2: "En Grèce, fin décembre 2014, l'Etat avait transféré les premiers prisonniers, tous des camarades révolutionnaires condamnés pour des faits de lutte armée, vers la nouvelle aile Type C à la prison de Domokos. Il s'agit d'une section de haute sécurité, conçue pour briser la solidarité et la résistance des prisonniers rebelles. Dans le petit village de Kouvelas, le 21 février 2015, deux ou trois personnes ouvrent le feu et abattent l'adjudant-gardien de cette maudite prison, Makis Gkalianis, au moment où il sortait de chez lui. (...) L'adjudant s'était déjà distingué quelques années auparavant dans la prison de Korydallos, s'affrontant notamment avec les anarchistes qui y étaient incarcérés. (...)” Extrait de l'article "Un de moins" de Ricochets, Bulletin contre la maxi-prison et le monde qui va avec, n°4, mars 2015, Bruxelles.

SE CACHER LA TÊTE DANS LE SABLE N'A JAMAIS EMPÊCHÉ L'ALTRUIQUE DE SE FAIRE BOTTER LE CUL



Le contrôle d'une population sur un territoire qu'il domine est pour tout gouvernement une garantie essentielle à son maintien. Pour les garants de l'ordre établi, le développement et la généralisation d'une multitude d'outils de contrôle, la vidéosurveillance par exemple, répondent directement à différents besoins.

Comme le besoin de se protéger de la population elle-même et des milles menaces qu'elle représente, et aussi, au sein de cette population d'en protéger certains contre d'autres. Le besoin de protéger les intérêts d'une partie de cette population en feignant de satisfaire des revendications qui dans la bouche des professionnels du mensonge, les politiciens, deviennent des réclamations partagées par l'ensemble de la population. Ou encore le besoin d'ouvrir de juteux marchés qui rempliront les comptes en banques d'un certain nombre d'entreprises qui parasitent notre existence, et envers lesquelles nous nourrissons la même affection qu'un tailleur sur bois pour des termites.

A l'angle d'une rue, Steluopaux Edrem, une corneille récalcitrante du Nord-Est, œil perçant et vive d'esprit, précise :

« à Paris les flics disposent déjà de 1500 caméras qui quadrillent l'ensemble des quartiers, avec les caméras de la RATP, de la SNCF et de certains centres commerciaux, qui ont depuis peu été raccordées à la préfecture de police; ça en fait autours de 40 000. Pour affiner les mailles de cette vaste prison sociale que devient de plus en plus la ville, d'ici au début de l'année prochaine, 160 caméras supplémentaires vont être installées. L'objectif de l'État c'est de pacifier plus encore certains quartiers, d'assurer la sécurité de ceux qui ont du fric face aux pauvres qui auraient l'audace de le prendre là où il est, de tenter d'annihiler toute possibilité de révolte, de faire en sorte que rien ne déborde, que tous marchent au pas et que chacun s'autoréprime; en somme que dans toutes les têtes résonne : " l'objectif te guette " et que l'on en vienne à préférer être sous le contrôle permanent des sbires en uniformes plutôt que de vivre des situations qui comportent une part de risque, comme tout ce qui vit sous le soleil et non pas dans les chambres aseptisées d'une maison de retraite. »

En préférant la sécurité à la liberté on n'obtient certainement pas la première et on perd assurément la dernière. Il n'est jamais trop tard pour sortir la tête du sable, et les caméras de vidéosurveillance ne sont pas infaillibles, pas plus que les bénéficiaires comme Citélium (groupe Véolia) Inéo (groupe GDF-Suez), Thalès, SPIE ne sont à l'abri de la critique...en acte.

parissoustension@riseup.net

LES POLITICIEN-NE-S RÉCOLTENT

NON PAS DES BULLETINS MAIS DES COUPS DE POING !



La campagne du bordel des départementales a été marquée par plusieurs agressions, insultes et vandalisme impliquant des candidats et leur soutien:

Ainsi par exemple, Jean-Michel Toulouze, CANDIDAT PS à Metz, a été agressé dans la soirée du jeudi 26 mars ALORS QU'IL FAISAIT CAMPAGNE dans un quartier de Metz. Celui-ci A REÇU UN COUP DE POING AU VISAGE ASSÉNIÉ PAR UN INDIVIDU QUI AURAIT CRIÉ «TOUS POURRIS».

Avant le premier tour, une femme de 83 ans, SUPPLÉANTE D'UNE CANDIDATE FN dans les Yvelines, a été violemment frappée en pleine rue par deux personnes alors qu'elle collait des affiches de campagne. Traitée de «raciste», celle-ci AURAIT REÇU «DES COUPS DE POING ET DES COUPS AVEC LE SEAU DE COLLE QUI A ÉGALEMENT ÉTÉ RENVERSÉ SUR SA TÊTE». Classe !

Et encore récemment, à Chelles (77), le maire UMP et les militant-e-s ont eu droit à un 8 mai plutôt mémorable: au petit matin ils ont découvert qu'un incendie avait ravagé la permanence UMP; laquelle avait déjà de nombreuses fois été la cible d'actes de vandalisme au cours des dernières années.

Et bien quoi, ces élu-e-s nous parlent de «proximité», de «contact», de «chaleur humaine»... De quoi vous plaignez-vous mesdames et messieurs les guides ? N'est-ce pas ce que vous espériez ??!

Ah mais, n'est-ce pas vous-même qui dites qu'il faut savoir se contenter de ce que l'on vous offre ? Pour notre part, nous sommes convaincu-e-s que tout ceci vient du cœur et nous ne pouvons qu'approuver et souhaiter que ce genre de dialogue direct, franc, et, nous pouvons le dire, poignant, ne se limite pas à ces élections — et ne soit réservé à aucun-e de vos semblables surtout.

MÉDAILLE DE L'INFAMIE - ET LE CONNARD DE CE MOIS-ÇI EST :

«Une organisation criminelle qui envoie des innocents à la mort»

France Inter, 20/04/15



FABRICE LEGGERI, directeur général de Frontex qui est l'agence européenne à qui les Etats membres de l'U.E. ont délégué l'ignoble tâche de militariser leurs frontières extérieures afin de «gérer les flux de migrants illégaux» et de les «sauver», entend-on parfois dans les médias... à coups de bâtiments de guerre, de dispositifs de contrôle, de lieux d'enfermement humanitaires... En rejetant la responsabilité des centaines de migrant-e-s mort-e-s dans la Méditerranée sur les passeurs (qui en ont également une part), on se dit que, contrairement à ce que l'on pourrait penser, un chef-bourreau semble donc pouvoir se regarder dans un —certain- miroir.